

**Nations unies - Birmanie -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 février 2018)

Monsieur le Président,

Permettez-moi avant tout de remercier chaleureusement le sous-secrétaire général Miroslav Jenca ainsi que le Haut-Commissaire aux réfugiés Filippo Grandi pour leurs exposés particulièrement éclairants et pour leur engagement.

La situation des Rohingya de l'Arakan demeure un sujet de grave préoccupation pour la France. Je remercie donc également la présidence koweïtienne du Conseil de sécurité d'organiser cet échange important.

Dans ce cadre, je voudrais formuler aujourd'hui trois réflexions.

1/- Le premier élément porte sur la question centrale du retour des centaines de milliers de réfugiés se trouvant aujourd'hui au Bangladesh. L'effort considérable consenti par le Bangladesh, qui accueille en tout près d'un million de réfugiés, mérite à nouveau d'être salué et soutenu par la communauté internationale. L'accord intervenu le 23 novembre dernier entre la Birmanie et le Bangladesh au sujet du retour des réfugiés est un premier pas en direction d'un retour sûr, digne et volontaire des Rohingya vers leurs lieux de résidence, lorsque les conditions le permettront. En l'état, force est de constater que les conditions d'un tel retour ne sont pas réunies. D'importants progrès restent donc à accomplir.

Il est crucial en particulier que le Haut-Commissariat aux réfugiés soit pleinement associé à ces discussions, dans le cadre d'un accord tripartite avec la Birmanie et le Bangladesh, et qu'il puisse accompagner les deux pays dans la mise en oeuvre du processus de retour, conformément aux standards internationaux. Il est, en outre, indispensable que des mesures soient prises dans l'Arakan en faveur de la reconstruction, de la réconciliation et du respect des droits de l'Homme, comme le recommande le rapport de la Commission présidée par Kofi Annan.

Monsieur le Président,

2/- Je souhaiterais - c'est là mon deuxième point - souligner la nécessité de renforcer notre engagement et notre pression collective pour la pleine mise en oeuvre des exigences formulées par ce Conseil dans sa déclaration présidentielle du 6 novembre dernier. Si elles sont

effectivement appliquées, ces exigences contribueront à créer les conditions d'un retour sûr, digne et volontaire des réfugiés.

- La première de ces exigences est de mettre fin aux violences dans l'Arakan. S'il faut reconnaître que le niveau de violence a baissé aujourd'hui, des centaines de Rohingya continuent de fuir la Birmanie pour rejoindre le Bangladesh et ceux qui y sont restés sont toujours l'objet de graves discriminations et intimidations. Nous recevons encore des rapports inquiétants sur les conditions de vie épouvantables de ceux qui y sont restés. De nombreux villages ont été complètement rasés, après avoir été incendiés. La protection des populations doit donc demeurer notre priorité.

- Une deuxième exigence forte de la communauté internationale est de garantir l'accès sûr et sans entrave des acteurs humanitaires. Or, si le Comité international de la Croix-Rouge et, dans une moindre mesure, le Programme alimentaire mondial ont aujourd'hui accès à l'Arakan, c'est loin d'être suffisant pour identifier l'ensemble des besoins humanitaires et pour y répondre.

- Un troisième élément essentiel de la déclaration présidentielle du 6 novembre concerne les violations des droits de l'Homme. Nous saluons l'adoption par l'Assemblée générale en décembre dernier de la résolution sur les droits de l'Homme en Birmanie et appelons à sa pleine mise en oeuvre. Nous condamnons les violations graves des droits de l'Homme qui continuent d'être commises en Birmanie, en particulier dans l'Arakan. Il y a quelques jours, une enquête documentée de l'agence Reuters a mis au jour des atrocités insoutenables commises contre un village de Rohingya, atrocités qui pourraient être constitutives de crimes contre l'humanité. Les deux journalistes à l'origine de l'enquête sont actuellement en détention. Nous appelons à leur libération immédiate comme nous rappelons notre attachement à la liberté de la presse et à la protection des journalistes qui doivent pouvoir exercer leur métier en toute liberté, sans crainte d'être intimidés ou arrêtés. Le respect de ces libertés constitue l'un des fondements de toute société démocratique. Il est indispensable de faire la lumière sur les violations de droits de l'Homme et de lutter contre l'impunité. Dans cette perspective, nous appelons les autorités birmanes à coopérer avec les acteurs des droits de l'Homme, et notamment la mission d'établissement des faits et la rapporteure spéciale. Nous appelons également les autorités birmanes à permettre tous les accès nécessaires aux équipes de la représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés et de l'UNICEF. Les droits de l'Homme font partie de la solution et la garantie de leur plein respect contribuera à créer les conditions d'un retour volontaire, sûr, digne et durable des réfugiés.

Cela m'amène, Monsieur le Président, à la dernière demande de la déclaration présidentielle du 6 novembre sur laquelle je souhaite à nouveau insister aujourd'hui, à savoir la pleine mise en oeuvre des recommandations élaborées par la Commission présidée par Kofi Annan. La Birmanie fait face à de nombreux défis. Ceux de la transition démocratique et de la réconciliation entre les communautés, qui font de la Birmanie un pays si riche et divers, sont sans doute les plus grands et les plus importants pour l'avenir du pays. La réconciliation nationale passera par une solution à la crise dans l'Etat de l'Arakan. La pleine citoyenneté, la liberté de mouvement, l'égalité d'accès aux services de base ou encore le respect du droit de propriété doivent être accordés à chaque personne, sans discrimination, quelle que soit son origine ethnique ou religieuse. Le rapport de la commission consultative de l'Arakan offre une feuille de route aux autorités birmanes pour traiter les causes profondes de la crise dans l'Arakan et créer les conditions d'une coexistence durable des communautés. La France appelle

donc les autorités birmanes à poursuivre la mise en oeuvre de ces recommandations, avec l'appui du groupe d'experts indépendants nommés à cet effet.

Monsieur le Président,

3/- Ma troisième et dernière remarque porte sur l'importance que la communauté internationale, et en particulier les Nations unies, restent pleinement mobilisés sur ce sujet. Si les mesures prises par les autorités birmanes constituent un premier pas, les engagements doivent encore se traduire en actes. Dans chacun des domaines évoqués par la déclaration présidentielle adoptée par ce Conseil le 6 novembre, beaucoup de progrès restent à accomplir. Il est donc essentiel que la communauté internationale, à travers ce Conseil en particulier, reste extrêmement vigilante et fortement mobilisée. La nomination prochaine d'un envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies nous permettra de disposer d'un levier supplémentaire à cet effet.

Monsieur le Président,

La France réitère son soutien à la transition démocratique birmane et aux efforts du gouvernement conduit par Mme Aung San Suu Kyi en ce sens. Face au drame qui se joue dans l'Arakan, la France continuera d'insister, en particulier au Conseil de sécurité, sur l'urgence de mettre fin aux violences et aux discriminations contre les Rohingya, de délivrer une assistance humanitaire sans entrave aux populations qui en ont besoin et de faciliter, dès lors que les conditions seront réunies, le retour sûr, volontaire et durable des réfugiés. La France poursuivra son dialogue avec les autorités birmanes à ce sujet, dans le sillage de la visite du Ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, en Birmanie en novembre dernier.

Je vous remercie./.